

## ESPAGNE

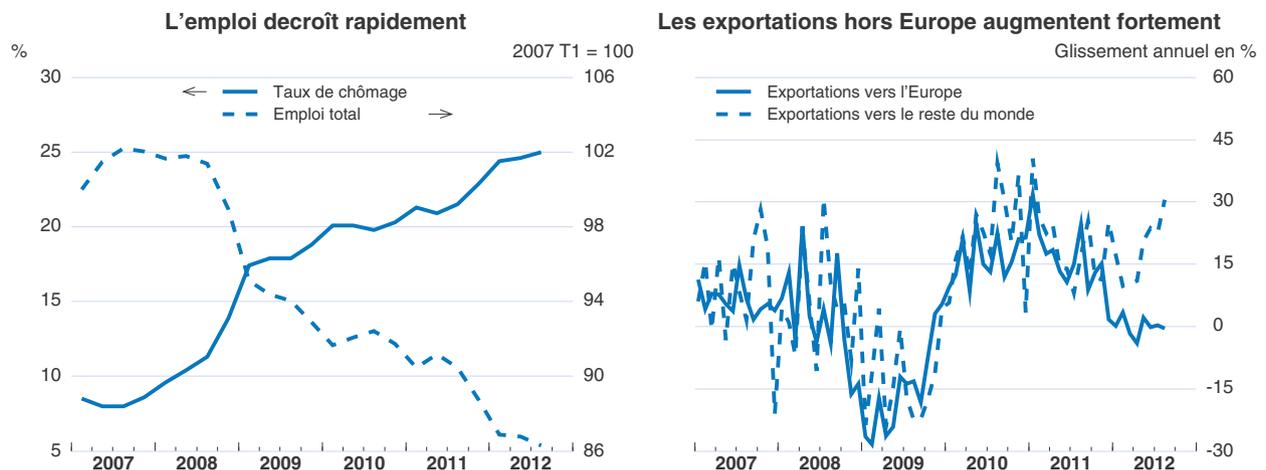
On prévoit que la récession s'intensifie, l'économie se contractant en 2012 et 2013 avant de retrouver une croissance modérée en 2014. Les suppressions d'emplois se poursuivraient et le taux de chômage pourrait dépasser 26 %. Un assainissement budgétaire considérable, l'affaiblissement de la demande en provenance des partenaires commerciaux et une situation financière difficile feront sentir leurs effets. On s'attend à ce que l'inflation reste modérée après une brève poussée des prix liée à la hausse de la TVA. Le déficit budgétaire ne devrait diminuer que progressivement en raison des médiocres perspectives conjoncturelles.

Il conviendrait que la restructuration bancaire s'effectue rapidement, comme prévu, et que les détenteurs de dettes subordonnées épongent les pertes des banques qui bénéficient des aides financières de l'État. Il incombe au gouvernement de définir et d'appliquer intégralement les mesures budgétaires nécessaires à la réalisation des objectifs de déficit à moyen terme. Toutefois, il doit se tenir prêt à laisser jouer les stabilisateurs automatiques si les conditions économiques divergent matériellement de celles prévues dans la loi de finances. Le gouvernement devrait poursuivre la mise en œuvre de ses réformes structurelles destinées à stimuler la croissance ; il lui faut s'assurer en priorité que celles qui ont été adoptées récemment pour réduire la dualité du marché du travail et modifier le mode de négociation des salaires sont efficaces. Les réformes clés dans le cadre de la croissance à long-terme réduisent le nombre de décrochages scolaires et améliorent l'accès à l'enseignement secondaire professionnel.

### L'économie connaît une profonde récession

L'important effort d'assainissement budgétaire et les difficultés de financement pèsent lourdement sur l'économie. La situation a été aggravée par l'affaiblissement de la croissance des partenaires commerciaux européens. Cela a entraîné une très forte dégradation du marché du travail ; l'emploi s'est contracté rapidement et le taux de chômage s'est élevé à près de 25 %. L'inflation sous-jacente est modérée et les tensions salariales se sont atténuées. Il en est résulté une amélioration de la compétitivité sur le plan des coûts qui a permis des

### Espagne



Source : INE (2012), Boletín mensual de Estadística, Novembre.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932746123>

## Espagne : Demande, production et prix

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2008)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 048.1	-0.3	0.4	-1.3	-1.4	0.5
Consommation privée	592.4	0.7	-1.0	-1.9	-2.3	-0.5
Consommation publique	223.6	1.5	-0.5	-4.1	-4.0	-0.8
Formation brute de capital fixe	247.4	-6.2	-5.3	-9.1	-9.0	-2.7
Demande intérieure finale	1 063.4	-0.8	-1.8	-3.9	-4.0	-0.9
Variation des stocks <sup>1</sup>	4.2	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 067.6	-0.6	-1.9	-3.9	-4.0	-0.9
Exportations de biens et services	250.7	11.3	7.6	4.0	6.4	6.2
Importations de biens et services	270.2	9.2	-0.9	-4.5	-1.3	2.4
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 19.5	0.3	2.3	2.6	2.5	1.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.4	1.0	0.3	0.7	0.4
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	2.0	3.1	2.2	1.2	0.4
Déflateur de la consommation privée	—	2.0	2.9	2.2	0.8	0.3
Taux de chômage	—	20.1	21.6	25.0	26.9	26.8
Taux d'épargne des ménages <sup>2</sup>	—	7.1	4.7	3.0	2.0	2.3
Solde des administrations publiques <sup>3,4</sup>	—	-9.7	-9.4	-8.1	-6.3	-5.9
Dette brute des administrations publiques <sup>3</sup>	—	67.7	76.9	93.8	100.2	105.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup>	—	61.5	69.3	86.1	92.6	97.6
Balance des opérations courantes <sup>3</sup>	—	-4.5	-3.5	-2.0	0.5	1.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB.

4. Le déficit public espagnol de 8,1% du PIB en 2012 comprend des dépenses exceptionnelles de recapitalisation des banques à hauteur de 1 % du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932748061>

gains de parts de marché, les exportations continuant de progresser rapidement en dehors d'une Europe vouée à la récession. Sous l'effet de cette évolution et de la baisse des importations en volume, la balance commerciale est récemment devenue excédentaire pour la première fois depuis 1998, de sorte que le déficit de la balance courante est revenu de son niveau maximum de plus de 10 % du PIB à quelque 2 %.

**Le rétablissement du canal  
du crédit est une condition  
préalable à une reprise  
durable**

Après l'annonce en septembre par la BCE de son programme d'achat d'obligations souveraines, les conditions de financement de l'État et des banques espagnoles se sont quelque peu améliorées. Les présentes prévisions supposent que le gouvernement poursuive ses efforts pour recapitaliser rapidement les banques viables et fermer les autres, ce qui permettrait de rétablir graduellement une offre de crédit vigoureuse. Les récents tests de résistance « ascendants » menés par des experts indépendants ont fait apparaître des besoins de fonds propres de 54 milliards EUR dans un scénario défavorable, ce qui est inférieur à la ligne de crédit de 100 milliards EUR accordée par les États membres de la zone euro que le gouvernement peut utiliser pour recapitaliser les banques. La mise en place rapide d'une surveillance commune des banques et de leur recapitalisation directe avec des fonds de la zone euro

permettrait d'atténuer l'interaction négative entre leur situation financière et les écarts de taux des obligations d'État, ce qui accélérerait la reprise conjoncturelle.

**L'assainissement  
budgétaire continuera à  
freiner l'activité.**

Le gouvernement a lancé un ambitieux plan de redressement budgétaire. On fait ici l'hypothèse qu'il appliquera intégralement les mesures annoncées qui représentent quelque 2,7 % du PIB en 2013 et 1 % en 2014. Toutefois, bien que l'on s'attende à une réduction du déficit nominal, il dépassera les objectifs pendant la période étudiée, y compris en 2012, à cause des médiocres perspectives conjoncturelles. On prévoit que l'assainissement budgétaire produira des effets plus marqués que de coutume dans ce contexte de contrainte sur le crédit ; il vaut donc mieux s'abstenir de prendre de nouvelles mesures pour atteindre les objectifs affichés, surtout si la croissance se révèle très inférieure aux attentes. La priorité devrait être de spécifier un dispositif détaillé de mesures d'assainissement, de s'y tenir et de répartir plus également les efforts dans le temps.

**Les risques à la baisse  
restent dominants**

On prévoit une contraction de l'activité en 2013. En partie à cause de la lenteur du redressement de la zone euro, on ne s'attend qu'à une reprise modérée en 2014. Ces prévisions sont entachées d'incertitudes significatives dans les deux sens. Dans le sens négatif, de nouvelles turbulences dans d'autres pays de la zone euro pourraient faire augmenter le coût des emprunts d'État et des banques ainsi qu'affaiblir la croissance des partenaires commerciaux, ce qui aggraverait la récession et le déficit budgétaire en Espagne. Chercher à s'y opposer au moyen de mesures budgétaires supplémentaires pénaliserait encore plus l'activité à court terme et pourrait être mal perçu par les marchés de capitaux. Dans le sens positif, la création d'une union bancaire de l'UE et la recapitalisation directe des établissements de crédit avec des fonds de la zone euro pourraient mettre fin à la boucle de rétroaction entre la situation des banques et celle du budget. De plus, les progrès de la compétitivité sur le plan des coûts et les gains de parts de marché à l'exportation pourraient être bien supérieurs, ce qui aboutirait à une progression plus rapide des exportations.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2012), « Espagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-2-34-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-34-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).